

« L'économie verte n'est pas une priorité pour les pays pauvres »

Selon Pascal Canfin, ministre écologiste du développement, l'aide publique doit inciter les Etats du Sud à adopter un modèle durable

Entretien

Pascal Canfin, ministre délégué au développement, est, avec Cécile Duflot, l'autre représentant écologiste au sein du gouvernement. Il dit vouloir fusionner les notions de développement économique et de développement durable.

Vos prédécesseurs étaient ministres de la coopération. Pourquoi êtes-vous devenu ministre du développement ?

C'est la conclusion d'une séquence historique engagée depuis trente ans. La mondialisation a signé la fin d'une relation fondée sur le passé colonial et a rendu indispensable un nouveau partenariat avec l'Afrique. Ministre écologiste du développement, je peux consacrer 100 % de mon temps à une politique qui incite les pays les plus pauvres à adopter un mode de développement soutenable. Autrefois, développement économique et développement durable étaient deux notions distinctes. Il faut les fusionner.

Qui l'aide française doit-elle privilégier ? Les plus pauvres ou les plus dynamiques ?

Il s'agit d'un faux débat. Quand nous intervenons dans les pays émergents, nous le faisons sous forme de prêts. Ainsi la Chine ne

« Je veux promouvoir l'agriculture écologiquement intensive. Les Etats du Sud doivent augmenter leur production agricole, mais pas n'importe comment »

reçoit plus d'argent du contribuable français, mais l'Agence française de développement (AFD) lui prête des fonds pour décarboner son économie, car il est important – en Chine comme en France – qu'on protège le bien public mondial qu'est le climat.

En revanche, quand nous intervenons en matière d'éducation, de santé ou de lutte contre la pauvreté en Afrique, nous le faisons à travers des dons.

La France a choisi de faire pas-



11 décembre 1983 « Champs de culture grillés, troupeaux décimés, du Sahel à l'Afrique australe »

Climat

Le changement climatique fera rétrécir les poissons

Le changement climatique va entraîner une baisse du poids des poissons, selon une étude de biologistes canadiens de l'université de Colombie-Britannique, publiée par la revue *Nature Climate Change*. Selon leurs travaux, un océan plus chaud et moins oxygéné, même dans des proportions minimales, empêchera les poissons les plus gros de grandir. Dans l'ensemble, le poids maximal moyen des poissons pris en compte devrait diminuer de 14 % à 24 % entre 2001 et 2050, estiment-ils. Soit l'équivalent de 10 à 18 kg pour un homme pesant 77 kg. C'est l'océan Indien qui serait le plus touché (24 %), suivi de l'Atlantique (20 %) et du Pacifique (14 %), qu'il s'agisse des zones tropicales ou tempérées. — (AFP) ■

France Un olivier de 2000 ans vendu 65 000 euros aux enchères

Un olivier vieux de 2000 ans a été adjugé 65 000 euros, dimanche 30 septembre, lors d'une vente en Haute-Garonne. De la variété Cordobail, l'arbre pèse 16,5 tonnes pour 9,30 m de circonférence. Une autre pièce rarissime, un Farga, s'est vendu 35 000 euros. — (AFP)



5 juin 1983 « La grande peur du FMI ».

ser par l'Union européenne une grande partie de son aide aux pays les plus pauvres : 20 % des financements européens sont français. **La France a une politique de dons de plus en plus parcimonieuse. Qu'en pensez-vous ?**

François Hollande a promis durant sa campagne électorale que les dons bilatéraux seraient remontés à leur niveau de 2007. Cette promesse sera tenue.

Il s'était aussi engagé à augmenter la part de ces dons confiée aux organisations non gouvernementales. Le montant dont celles-ci recevront la responsabilité augmentera dès 2013 et passera de 45 millions à 90 millions d'euros d'ici à la fin du quinquennat.

A quoi l'échec de l'économie verte au sommet Rio +20 est-il dû ?

Pour les pays pauvres, ce n'est pas la priorité. Les pays émergents ne veulent pas se faire imposer de modèle. Quant aux pays riches, ils éprouvent le plus grand mal à s'engager dans la voie d'une transition écologique et à financer celle-ci.

Nous sommes dans une situation de blocage. Mon rôle est d'identifier ceux qui, dans le monde en développement, pensent autrement et estiment que le développement durable n'est pas un luxe réservé aux pays riches.

Comment cela se traduira-t-il dans votre politique ?

Nous avons réorienté la politique énergétique de l'AFD. Pour les trois prochaines années, les investissements dans ce domaine, soit de 5 à 6 milliards d'euros, auront pour priorités les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la décarbonisation. Par ailleurs, je veux promouvoir le concept d'agriculture écologiquement intensive. Il faut, au Sud, augmenter la production agricole, mais pas n'importe comment.

Et, alors que les projets d'investissement de l'agence sont étudiés par un comité d'engagement qui évalue uniquement les risques financiers, l'AFD va se doter d'un deuxième comité qui évaluera les projets à partir de critères sociaux et environnementaux. Nous souhaitons que ces critères soient mieux intégrés dans les appels d'offres des bailleurs.

Quelle sera la part des recettes

de la taxe sur les transactions financières affectée à l'aide aux pays pauvres ?

Le président de la République a confirmé, le 25 septembre, devant l'Assemblée générale des Nations unies, ce qu'il avait annoncé lors

de la campagne électorale, à savoir qu'au moins 10 % de la taxe française sur les transactions financières seraient affectés au développement et à la lutte contre les fléaux sanitaires et les pandémies. Cela représentera environ 160 millions

d'euros.

A quoi serviront les Assises du développement et de la solidarité internationale annoncées par le premier ministre ?

Cela fait quinze ans qu'il n'y a pas eu sur le sujet un dialogue de

cette ampleur. Il s'agit de réunir tous les acteurs du développement pour discuter de la façon de mettre la politique française de développement au service du développement durable.

Que vous inspirent les négociations européennes sur la transparence des transactions financières ?

Les optimisations fiscales des entreprises font perdre aux budgets des pays en développement dix fois le montant de l'aide que ceux-ci reçoivent. Une directive initiée par le commissaire européen Michel Barnier est en cours de négociation afin d'obliger les entreprises européennes à publier, pour chaque pays, ce qu'elles gagnent et ce qu'elles paient comme impôts.

Renforcer la capacité des Etats du Sud à collecter l'impôt est fondamental, car la finalité de l'aide publique est de s'éteindre : il faut que ces Etats en aient de moins en moins besoin. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ALAIN FAUJAS ET GILLES VAN KOTE



Découvrez un réseau mondial de connexions d'une nouvelle ère

Korean Air offre l'un des meilleurs réseaux aériens au monde, reliant 122 villes dans plus de 42 pays. Voyagez avec Korean Air et le monde vous appartient.

Excellence in Flight
KOREAN AIR

LE TRAITÉ BUDGÉTAIRE

Hollande et l'Europe, la stratégie du silence

A la veille du débat sur le traité budgétaire au Parlement, l'exécutif subit une fronde à gauche

Analyse

C'est la première grande épreuve du quinquennat pour le pouvoir : la gauche étale ses divisions sur le traité budgétaire européen. Une partie a manifesté, dimanche 30 septembre, dans les rues de Paris pour réclamer un référendum. Une autre prendra le relais à l'Assemblée nationale et au Sénat en s'abstenant, voire en votant contre le texte défendu par François Hollande et Jean-Marc Ayrault. La querelle semble grave, existentielle même, et pourtant on peine à en comprendre les enjeux au-delà du fait de savoir si ce traité, accusé par ses détracteurs de propager l'austérité, est totalement l'œuvre de Nicolas Sarkozy ou un peu celle de François Hollande.

Pour cela, il faudrait que le débat européen soit posé, qu'une vision politique vienne éclairer ou transcender les divisions. Or c'est le vide qui domine, un vide d'autant plus

sidérant que le président de la République, longtemps qualifié de « bébé Delors », est un européen convaincu. Que le premier ministre est un germanophile qui s'assume. Tous deux sont intimement persuadés que c'est par l'Europe que la France s'en sortira.

L'un et l'autre se démènent depuis cinq mois sur la scène européenne pour tenter de sortir la zone euro de la crise et pourtant ils sont muets sur leurs objectifs : faut-il plus ou moins d'intégration ? Mystère. Lorsque tel de ses amis le presse d'expliquer aux Français où il veut les emmener, François Hollande botte en touche et répond que c'est sur la sortie de crise que les Français l'attendent, pas sur sa vision politique de l'Europe.

Au Parti socialiste, même silence assourdissant. A moins d'un mois du congrès de Toulouse, les motions devaient fleurir. Mais les quelques textes déposés sont remplis de langue de bois du type : « En se constituant en un grand mar-

ché, l'Europe a semblé oublier qu'elle est une grande idée. » Les socialistes, à l'évidence, n'ont pas envie de raviver la confrontation sur l'Europe. Ils serrent les dents et se font le plus discrets possible sur le traité, comme si c'était juste un très mauvais moment à passer.

Faute de ligne présidentielle affirmée, chaque secrétaire national du Parti socialiste y va de sa vision

C'est qu'il y a dans leur histoire le souvenir obsédant du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen. François Hollande était alors premier secrétaire du PS. Il avait fait voter les militants PS qui avaient répondu massivement oui. Puis les Français s'étaient prononcés sur le texte et ils avaient lar-

gement voté non. La famille socialiste en était sortie profondément divisée et meurtrie, et M. Hollande avait perdu une bonne partie de son autorité. Plus jamais ça !

Le chef de l'Etat est d'autant plus prudent que le rapport de force franco-allemand est manifestement déséquilibré. Ni le niveau des déficits publics français ni celui du déficit commercial ne l'autorisent à jouer les matamores sur la scène européenne. En bon tacticien, François Hollande préfère progresser pas à pas, dans une sorte de donnant-donnant avec la chancelière. Angela Merkel veut le sérieux budgétaire, lui plaide en retour pour la solidarité. C'est chiche, mais il sera toujours temps, avant les élections européennes de 2014, de remettre les choses en perspective si par chance les progrès sont jugés suffisants. Surtout ne pas abattre ses cartes trop tôt.

Car le contexte est exécrable : les Français sont de moins en moins europhiles et de plus en

plus rétifs à l'intégration politique. Selon un récent sondage IFOP pour *Le Figaro*, 49 % seulement pensent que l'intérêt du pays est d'appartenir à l'Union européenne et 60 % souhaitent moins d'intégration. Comment, dans ces conditions, rebondir sur la proposition d'Angela Merkel d'aller vers davantage d'union politique ? « Ce serait le triomphe de l'ordolibéralisme », grince le député socialiste Henri Emmanuelli, en référence au courant du libéralisme apparu en Allemagne dès les années 1930.

Donc faire le gros dos. Mais ce faisant, la gauche s'enlise dans la neurasthénie européenne : « On rêvait d'une Europe prospère, elle est austère ; d'une Europe sociale, elle ne l'est pas ; d'une Europe démocratique, elle est oligarchique », dénonce Emmanuel Maurel, premier signataire de la motion présentée par l'aile gauche du Parti socialiste au congrès de Toulouse.

Vingt-neuf ans plus tard, les socialistes font leur deuil du parimitterrandien qui consistait à reconquérir par l'Europe ce qui avait été perdu en souveraineté nationale. Mais ils n'ont aucun projet de substitution.

Faute de ligne présidentielle affirmée, chaque secrétaire national y va de sa vision sans que cela prête à conséquence : là où Alain Bergounioux estime qu'il faut pren-



dre au sérieux la proposition d'Angela Merkel, Jean-Christophe Cambadélis juge mort-née l'idée d'une fédération européenne et prône le travail en commun sur des projets précis. Quant à Emmanuel Maurel, il réclame une assemblée constituante pour tout remettre à plat. Comme si tout effectivement était à reconstruire. ■

FRANÇOISE FRESSOZ

A la manifestation contre le traité : « On se sent trahis »

« LA SITUATION économique et sociale est telle que ça va péter : nous, on est là pour que les choses pètent en douceur », explique Anne-Lise, militante PCF de 27 ans, avant le départ de la manifestation. Cinq mois après l'arrivée de François Hollande à l'Elysée, ils étaient plusieurs dizaines de milliers (80 000 personnes selon les organisateurs) à avoir répondu, dimanche 30 septembre à Paris, à l'appel d'une soixantaine d'organisations politiques, syndicales et associatives pour dire « non » au traité budgétaire européen.

Militants du Front de gauche, qui avait appelé au défilé, du Nouveau Parti anticapitaliste, de la CGT, d'Attac ou simples citoyens, ils sont venus crier leur opposition aux politiques d'austérité. « Je refuse qu'on engage les Etats sur des équilibres budgétaires qui vont contraindre les politiques sociales et qui vont conduire à des économies auxquelles on a jamais été en mesure de faire face », regrette Ludovic, un demandeur d'emploi de 43 ans à Poitiers. Quelques militants d'Europe Ecologie-les Verts ont fait le déplacement : peu nombreux, ils déplorent que leurs cadres, qui se sont prononcés contre le texte, ne soient pas avec eux. « On est contre toute forme de doctrine, y compris budgétaire, et le mot dette ne doit pas faire peur », explique Philippe, 40 ans, salarié de La Poste. Ce n'est pas un gros mot. »

Peu importe que le traité européen ait de grandes chances d'être adopté, ceux qui défilent espèrent surtout être entendus. « Il va être ratifié, oui, c'est sûr... mais avec les voix de la droite, intervient Marie-Thérèse, 60 ans, qui travaille à France Télécom et milite à la CGT. Bravo la gauche ! » Pour Anne-Lise, l'idée est de « faire pression à gauche ». « On essaie de porter la voix d'une gauche positive », défend cette doctorante en droit.

L'idée d'un référendum, réclamé par Jean-Luc Mélenchon, est présente, même si elle n'est pas partagée par tous. « On a été floué en 2005, mais c'est la seule solution : il faut que le peuple puisse discuter », juge Bruno, 60 ans, qui travaille dans une banque à Tours.

Rares sont les manifestants qui ont voté pour François Hollande dès le premier tour mais beaucoup lui ont apporté leur voix face à Nicolas Sarkozy. Et se disent déçus. « Hollande s'était engagé à renégocier le traité mais il n'a obtenu que du symbolique, estime Ludovic. Il tient tellement à ce tandem franco-allemand qu'il accepte sans broncher les injonctions de l'Allemagne. » « On se sent trahis, forcément », ajoute Théodore, 60 ans, venu de Sarreguemines (Moselle).

Toutefois, tous ne se considèrent pas comme des opposants à l'exécutif. « On ne veut pas se retrouver dans le camp de Sarkozy, souligne Bruno. Mais on souhaite qu'ils fassent ce qui doit être la raison d'être d'un gouvernement de gauche : donner des gages au mouvement populaire qui l'a élu. » Dominique, militante d'Attac, tient, elle, au statut d'opposante. Elle a voté blanc aux deux tours de la présidentielle. « Je ne collaborerai jamais avec ce gouvernement, dit cette institutrice à la retraite. Hollande fait partie du système. »

« Pas très rose »

Beaucoup ont le sentiment d'avoir participé à la victoire du candidat socialiste et ne comprennent pas qu'il reste sourd à leurs revendications. « Il y avait un espoir de changement mais si on est trompé une fois de plus, la prochaine fois, ce sera niet ! », assure Joëlle, 60 ans, conseillère principale d'éducation dans l'académie de Lille et militante SNES-FSU. Même sentiment pour Marie-Thérèse. « Décevoir son électeur au bout de quatre mois, c'est un peu court, juge-t-elle. La dernière fois que la gauche a déçu, ça nous a valu dix ans de droite. On n'y tient pas. »

Pour Marie-Thérèse, « l'avenir ne s'annonce pas très rose ». Traité européen, licenciements, pouvoir d'achat, salaires, cette militante CGT sait que les batailles ne manqueront pas mais elle reste déterminée. « On se doute bien qu'ils ne changeront pas d'avis en une journée, souligne-t-elle. Il faudra d'autres manifs pour qu'ils tiennent leurs promesses mais on ne lâchera pas. On ne lâche jamais. » ■

RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES

" L'AUDE VEUT SA GARE TGV À NARBONNE."

Pierre Richard
Acteur, Vigneron, Audois.

Parce que Narbonne est depuis toujours un carrefour en Méditerranée
Parce que toute l'Aude et tous les Audois se sont unis pour soutenir le projet
Parce qu'elle est notre avenir
L'Aude veut sa gare TGV à Narbonne.

Logos : CADA, CARRASSEN, Grand Narbonne, DÉPARTEMENT DE L'AUDE

LE TRAITÉ BUDGÉTAIRE

« Le clivage gauche-droite sera éclipsé par celui sur l'Europe »

Le politologue Gérard Grunberg alerte sur les fractures entre partis extrémistes et partis réformistes sur les questions européennes

Entretien

Directeur de recherche au Centre d'études européennes de Sciences Po, Gérard Grunberg est l'auteur, avec Alain Bergounioux, de *L'Ambition et le remords. Les socialistes français et le pouvoir* (Fayard, 2005). **Les tensions sur le traité budgétaire européen sont-elles une résurgence de la guerre des deux gauches ? L'une gouvernementale, l'autre d'opposition, finalement assez irréductibles ?**

La question européenne ravive les tensions, et de manière si forte et si durable que dans les années à venir il ne sera plus possible de parler de la gauche mais des gauches. Le phénomène ne concerne pas seulement la gauche. L'Europe divise et divisera aussi profondément la droite. L'UMP sera soumise aux pressions croissantes du Front national. Ces tensions ne sont pas nouvelles mais la dynamique politique dans laquelle sont engagés les partis de gouvernement dans les affaires européennes, PS comme UMP, interdira tout rapprochement entre eux et les partis extrêmes, qu'il s'agisse du Front de gauche ou du Front national. Le clivage gauche-droite sera éclipsé par celui sur l'Europe. **Que voulez-vous dire ?**

Que le Parti communiste français souhaite ou non rompre clairement avec le Parti socialiste, il ne pourra soutenir le gouvernement ni sur la règle d'or, ni sur le budget, ni sur le pacte de stabilité. Tous ces éléments sont désormais liés à

« C'est sur les écologistes que les contradictions de la gauche s'exercent le plus fortement »

l'évolution de notre politique européenne et les communistes ne peuvent soutenir une telle orientation. La politique que mènera nécessairement François Hollande est incompatible avec ce qui reste de la culture communiste. Le concept de gauche plurielle qui était encore pertinent en 1997, sur fond de croissance et de redistribution, est aujourd'hui totalement inopérant en période de crise. Le PC n'ira pas plus loin.

Il en fut de même en 1947 quand il vota contre le gouvernement socialiste auquel il participait pourtant, et aussi en 1984, quand, après le tournant de la rigueur, il refusa de participer au gouvernement de Laurent Fabius. Comme aujourd'hui, il n'avait pourtant aucune véritable politique de rechange. Cette fois l'écart entre les deux partis sera presque impossible à combler tant le cours de la social-démocratie européenne divergera de manière croissante de la vision souverainiste du PC. **Vous parlez des communistes mais le problème, aujourd'hui, ce sont surtout les écologistes : hostiles au traité et néanmoins membres du gouvernement...**

Oui, c'est sur eux que les contradictions de la gauche s'exercent le plus fortement. Leur dilemme est de décider s'ils veulent devenir un véritable parti de gouvernement ou non. D'un côté, leur culture est, par de nombreux aspects, une culture protestataire d'extrême gauche, mais d'un autre, ils se veulent européens et semblent désireux de rester au gouvernement et d'agir dans ce cadre. En outre, sans alliance avec les socialistes, leur avenir politique est sombre. Savoir où va se situer leur point d'équilibre constitue dès lors un enjeu important du point de vue

de l'évolution de notre système politique.

François Hollande a-t-il raison de ne pas les brusquer ?

Tant que les écologistes n'ont pas choisi, François Hollande a intérêt à ne pas bouger et à maintenir cette alliance. Mais s'ils refusent demain de voter le budget et la règle d'or, après avoir éventuellement refusé de voter en faveur du pacte de stabilité, il lui faudra bien tirer les conséquences de cette rupture de la majorité. Il ne suffira pas de dire que tant que les ministres écologistes demeurent solidaires, les parlementaires de ce parti sont libres de leurs mouvements. Une telle situation affaiblirait considérablement la crédibilité du pouvoir socialiste.

Les socialistes peuvent-ils gouverner seuls le pays ?

Ils auront probablement une majorité pour le faire dans de nombreuses occasions. Néanmoins, compte tenu de la gravité de la crise et des lourdes décisions à prendre dans l'avenir, une majorité parlementaire qui représente un tiers au plus des votants ne sera pas suffisante pour entraîner durablement le pays.

Dans la plupart des autres pays de la zone euro, les partis de centre gauche et de centre droit sont amenés à collaborer d'une manière ou d'une autre pour sauver l'euro et la construction européenne. Il est probable que la France n'échappera pas à une telle nécessité. Il faut donc créer les conditions qui permettent le moment venu une telle collaboration en introduisant de la souplesse dans notre système politique.

Mais, en France, le système électoral est fait pour favoriser l'affrontement entre deux grands partis de gouvernement...

C'est la raison pour laquelle après avoir été longtemps un ardent défenseur du scrutin majoritaire, je suis favorable désormais à l'introduction d'une dose importante de proportionnelle. C'est la seule façon de dérigidifier le système et de favoriser les rapprochements entre les réformistes de gauche et de droite quand c'est nécessaire, tout en augmentant la représentativité du système. Les deux grands partis sont soumis aux mêmes contraintes et leurs politiques ne peuvent différer fondamentalement.

La polarisation idéologique entre l'UMP et le PS est bien moindre qu'elle ne l'est entre les démocrates et les républicains aux États-Unis. Ils divergent sur de nombreux sujets, parfois importants, mais pas sur l'essentiel, qui est la défense d'un modèle social européen qui combine croissance économique et protection sociale.

François Hollande est à mille lieues de votre raisonnement. Il a été élu sur un antisarkozysme virulent. Ses proches prétendent installer la social-démocratie en France...

Il est très bon que les socialistes revendiquent leur identité sociale-démocrate. Il n'en a pas toujours été ainsi. Or, précisément, la social-démocratie européenne est prête dans de nombreux pays européens à passer des compromis avec les partis du centre et de droite pro-européens pour que l'Europe traverse sans faire naufrage la crise qui la secoue. C'est le cas en Grèce, aux Pays-Bas, en Italie, demain peut-être en Allemagne. La social-démocratie européenne, quelles que soient ses divisions internes, réelles, est favorable dans son ensemble à ce que François Hollande appelle, à sa façon, l'intégration européenne solidaire.

La social-démocratie se définit historiquement par l'acceptation du compromis. Il faudra qu'en

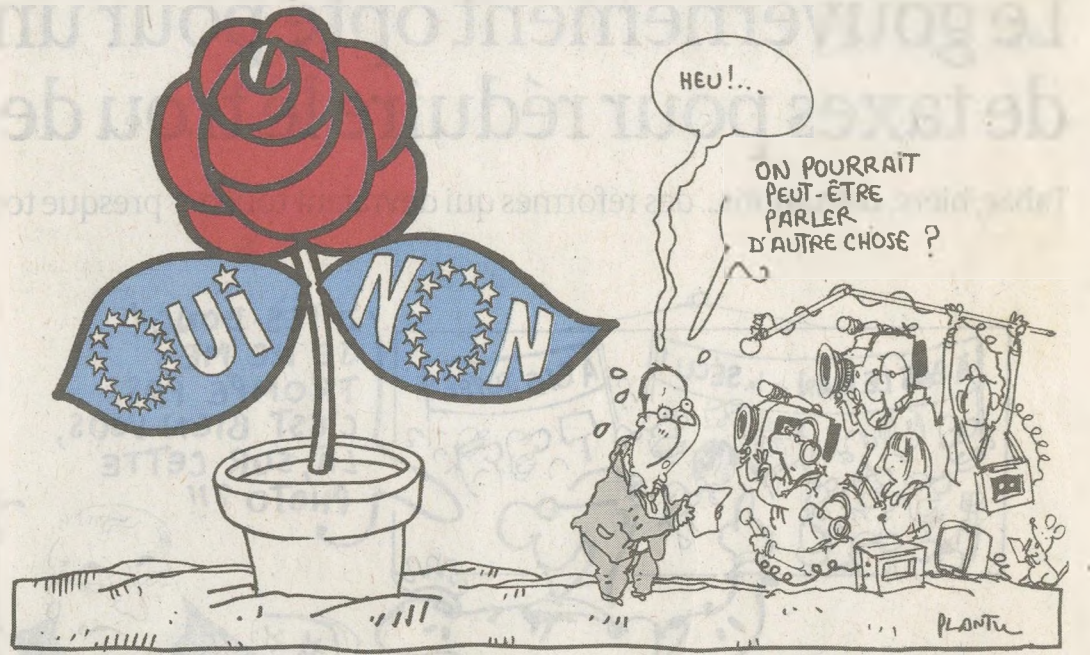
France la concurrence normale pour le pouvoir ne constitue plus demain un obstacle insurmontable aux compromis entre les partis de gouvernement quand les enjeux sont vitaux.

Est-ce que François Hollande a trop promis ?

Le paradoxe est qu'il a beaucoup moins promis que ses devanciers mais que ses promesses, même modérées, apparaissent excessives dans le dramatique contexte économique qui est celui de la France. En outre, il n'a pas tout dit, notamment pour ce qui concerne l'augmentation de la fiscalité pour les classes moyennes. Mais les mensonges par omission sont-ils pas le trait commun de tous les candidats ?

Qu'est-ce qui l'empêche aujourd'hui de dire toute la vérité ?

Dire toute la vérité sur l'orientation largement contrainte de la



24 octobre 2003 François Hollande, alors premier secrétaire du PS, est confronté aux divisions de son parti sur le traité constitutionnel européen. En 2005, lors du référendum sur le texte, le non l'emporte.

politique européenne, c'est risquer de faire éclater plus nettement encore les divisions très profondes à gauche. François Hollande garde un souvenir cuisant du référendum constitutionnel européen et des divisions du Parti socialiste en 2004-2005 et il ne souhai-

te pas les raviver. Il ne pourra pas cependant gérer les divergences sur la question européenne comme il l'a fait quand il était premier secrétaire du PS.

La motion de synthèse est désormais d'une utilité réduite. Il lui faudra assumer le moment venu plus

clairement ses choix en matière européenne, quitte à affronter les éléments de la gauche hostiles à la poursuite de la construction européenne. On peut comprendre qu'il repousse l'échéance ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOISE FRESSOZ

Nous aidons UNIQLO à réaliser une croissance de 350 %.

Voilà ce qui s'appelle affirmer son style.

High performance. Delivered.*

Pour devenir l'une des plus grandes enseignes de mode au monde, UNIQLO devait se développer le plus rapidement possible. Nous les avons aidé à totalement transformer et standardiser l'ensemble de ses activités au niveau international. Merchandising, chaîne logistique, gestion des stocks et des magasins : tout a été repensé pour faciliter son expansion sur ses principaux marchés comme la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Aujourd'hui, UNIQLO a plus que triplé ses ventes pour devenir la 4^e marque au monde. High performance. Delivered.*

conseil | technologies | externalisation

accenture

Le gouvernement opte pour un cocktail de taxes pour réduire le trou de la « Sécu »

Tabac, bière, cotisations... des réformes qui devraient toucher presque tous les Français



14 avril 1998 Le ministre de l'économie de Lionel Jospin, Dominique Strauss-Kahn, annonce que le gouvernement espère revenir à l'équilibre en 1999 pour le régime général. Un redressement des comptes en partie dû à la réforme de la « Sécu » menée par Alain Juppé en 1995.

Trois jours après le projet de loi de finances pour 2013, le gouvernement devait dévoiler de nouvelles mesures difficiles à l'occasion de la présentation du budget de la Sécurité sociale, lundi 1^{er} octobre. A la clé, un cocktail de taxes assez varié qui doit permettre de rapporter 3,4 milliards d'euros supplémentaires, associé à une maîtrise des dépenses d'assurance-maladie à hauteur de 2,1 milliards. L'objectif est de limiter le déficit de la Sécu à 13,9 milliards en 2013, contre 19,3 en 2012. Sans rien faire, le déficit atteindrait 19,7 milliards l'année prochaine.

Du côté des recettes, Jérôme Cahuzac, ministre du budget, et Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, ont décidé d'opérer des hausses variées et diffuses de contribution, dans la plus pure tradition des projets de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). Ainsi, les taxes sur les bières seront relevées de 480 millions, soit 5 centimes environ par demi, assure le gouvernement. Le

tabac, qui a déjà augmenté de 6 % lundi, connaîtra une nouvelle hausse identique le 1^{er} juillet 2013. Les indemnités de rupture conventionnelle seront taxées à 20 % au-delà de 72 000 euros et les retraités imposables devront payer une nouvelle contribution de 0,15 % sur leur pension.

Surtout, les cotisations des indépendants seront relevées de plus de 1 milliard d'euros. Le gouvernement rappelle, pour justifier cette mesure, que les taux de contribution des indépendants sont inférieurs à ceux des salariés. A cette liste s'ajoute le relèvement de la taxe d'acheminement payée sur le gaz et l'électricité, de celle sur les salaires dans le secteur financier ou la fin de la cotisation forfaitaire pour les emplois à domicile.

Une longue liste qui promet de toucher pratiquement tous les Français, bien loin de l'assurance du premier ministre, Jean-Marc Ayrault, que neuf contribuables sur dix seraient épargnés par les hausses d'impôt prévues en 2013.

Les assurés pourront toujours se consoler en constatant que leurs prestations de Sécurité sociale ne seront pas amputées cette année. Alors que 2012 avait vu les indemnités maladie ponctionnées et les prestations revalorisées à minima, la nouvelle majorité promet de tenir ses économies sans baisse des prestations.

Pas de rupture

Pour respecter un objectif de hausse des dépenses d'assurance-maladie (Ondam) limité à 2,7 % (contre 4 % de hausse tendancielle), M^{me} Touraine compte ainsi sur plus de 1 milliard d'euros de baisse des prix des médicaments, 600 millions de maîtrise des dépenses de soins de ville grâce à un contrôle renforcé des prescriptions, 600 millions d'euros de dépenses d'hôpital et 200 millions d'euros de baisse des tarifs des biologistes et radiologues.

Que penser de ce premier PLFSS du quinquennat de François Hollande ? En optant pour cet ensem-

ble de mesures, plutôt que pour les réformes en profondeur, il n'opère clairement pas de rupture avec ceux du quinquennat précédent. Car si le projet de loi de programmation des finances publiques 2012-2017, présenté vendredi, fait preuve d'ambition en prévoyant de limiter la hausse des dépenses d'assurance-maladie à 2,6 % en 2014 et 2,5 % les années suivantes, l'exécutif doit encore expliquer comment il y parviendra.

« Seule une réforme en profondeur sur tous les postes de l'assurance-maladie peut conduire à une maîtrise durable de l'Ondam tout en préservant l'égalité d'accès aux soins », a déjà averti Didier Migaud, le président de la Cour des comptes, devant les députés de la commission des affaires sociales. « Pas mal de mesures techniques ouvrent la voie dans ce PLFSS », assure un conseiller, avant de convenir que « pour le reste, on va lancer la stratégie nationale de santé avec un agenda sur le quinquennat ».

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Marisol Touraine, la droite ligne

Portrait

Bien se tenir. Au risque d'apparaître lisse. Marisol Touraine, la ministre des affaires sociales et de la santé, se fait fort de ne jamais se laisser aller à la moindre facilité verbale. Pas, ou si peu, de « chers camarades », de voix qui chavire ni d'œil mouillé. Aux Journées parlementaires socialistes de Dijon, elle a parlé clairement sans quitter son domaine de compétence, sans notes, sans essayer de créer la moindre connivence avec la salle.

Et lorsque sa propre carrière politique a failli flancher, après l'interpellation de son mentor, Dominique Strauss-Kahn, dans l'affaire du Sofitel de New York, la fille du sociologue Alain Touraine s'est contentée d'une réaction mesurée. « J'ai trouvé incroyable qu'il n'ait pas pu se tenir. » « Se tenir », donc, fil conducteur d'une ascension.

Une façon d'être qu'elle tient de son père. « Moi, je n'ai pas eu d'adolescence, parce que c'était la guerre », raconte Alain Touraine. Et même plus tard, on ne faisait pas de fêtes chez nous, on vivait très simplement. On habitait en banlieue, on recevait le sociologue Michel Crozier et sa famille, et les petits Moscovici, parce que leur père, Serge, sociologue, était, et est toujours, un ami. » Chez lui, on peut voir sur une petite table une photo de sa fille souriante, élégante, une pile de dossiers sous le bras. Toujours cette réserve.

Madame parfaite ? Cette surdiplômée – Normale sup, agrégation, Harvard –, âgée de 53 ans, décrite par tous ceux qui ont croisé sa route comme une « bûcheuse », est la cible des complottistes, fort nombreux sur le Web. Elle est la fille du pape de la « deuxième gauche », est membre du Siècle, le club des élites politiques, intellectuelles et économiques les plus en vue du pays, fait partie des personnalités qui furent sélectionnées comme « young leaders » par la très select French American Fondation, comme François Hollande, Pierre Moscovici, Arnaud Montebourg ou Najat Vallaud-Belkacem. Il n'en faut pas plus pour que certains blogueurs voient en elle une parfaite incarnation des « élites atlantistes et mondialisées », à la sauce Solférino.

Ceux qui la décrivent ainsi oublient un engagement de près de quinze ans en Indre-et-Loire, dont elle a été députée en 1997, battue, puis réélue en 2007, et présidente du conseil général en 2011. Un département où, contrairement à ce que pourrait laisser croire son nom de famille, M^{me} Touraine n'avait aucune attache particulière.

A la question de savoir pourquoi, ses diplômes en poche, elle n'a pas fait une carrière universitaire, elle, que ses collaborateurs décrivent comme une « intello », répond avec une étonnante lucidité. « J'ai évidemment eu peur de me mesurer à ce qu'avait fait mon

père. Cette ascèse, cette aridité, cette solitude... j'avais besoin des autres, besoin de voir du monde. » Elle commence sa carrière à Matignon, du temps de Rocard, dont elle garde un souvenir ébloui. Elle s'y spécialise dans les questions internationales. « Il faisait confiance, c'est fou ce que j'ai pu faire. » L'engagement aux côtés de M. Strauss-Kahn fut pour elle « une continuité logique ».

Elle s'est battue bec et ongles pour ne pas avoir de ministre délégué à la santé, et l'assume. « Sinon j'aurais été enfermée (...) dans un rôle de superintendante »

A la surprise générale, M^{me} Touraine, décrite comme « très prudente » dans la gestion de sa carrière par tous les observateurs, s'est laissée aller, à l'encontre de Jean-Marc Ayrault, à quelques commentaires très « lâchés ». C'était à La Rochelle, le 25 août, et M^{me} Touraine y réclamait « un changement de style », dénonçait « un défaut de perspective ». Elle n'était pas la seule, loin de là, à critiquer le premier ministre, mais c'est son intervention qui a marqué. Elle se défend mollement d'avoir tenu ces propos devant des journalistes du Monde, et raconte

son explication avec M. Ayrault. « Je me suis défendue calmement et fermement, car il était hors de question pour moi d'être traitée comme un enfant. »

Ras le bol d'être une petite fille sage. Marisol Touraine s'est fait élire présidente du conseil général d'Indre-et-Loire en mettant dehors la présidente sortante, une fabiusienne. Laurent Fabius s'est plaint de cette mauvaise manière à Dominique Strauss-Kahn, qui a tenté de la freiner. En vain. « Elle faisait mal son job », lâche M^{me} Touraine.

Elle s'est battue bec et ongles pour ne pas avoir de ministre délégué à la santé, et l'assume, souhaitant avoir la maîtrise de ces dossiers très politiques : « Sinon j'aurais été enfermée aux affaires sociales dans un rôle de superintendante. » Ceux qui l'accusent de conflit d'intérêts – son frère est un médecin réputé qui pratique des dépassements d'honoraires – dans un dossier qu'elle va devoir gérer dans les semaines qui viennent s'attirent cette réponse sèche : « Qu'ils le prouvent. »

Le goût de la politique ne l'a pas rendue servile. Son engagement aux côtés de François Hollande, qu'elle rejoint, comme son ami Pierre Moscovici, dès juillet 2011, elle le décrit sans émotion : « Je ne fais partie ni du groupe des vieux copains ni des soutiens historiques. C'est une démarche politique raisonnée. » Voilà qui s'appelle ne pas en faire trop.

ANNE-SOPHIE MERCIER

A Grenoble, les auteurs d'une rixe mortelle recherchés

Deux jeunes ont été tués à l'arme blanche à Echirolles, victimes d'une expédition punitive

Grenoble
Correspondant

Une marche blanche à la mémoire de Kevin Noubisi et Sofiane Tabirt, 21 ans, doit se tenir mardi 2 octobre dans le quartier des Granges, à Echirolles (Isère), où les deux copains d'enfance ont grandi. C'est au cœur de ce dédale d'immeubles situé dans la proche banlieue grenobloise qu'ils ont perdu la vie, vendredi 28 septembre, tués à l'arme blanche par un groupe de jeunes dans un parc.

Trois jours après le drame, la piste d'une banale querelle entre lycéens ayant dégénéré à la suite d'un « regard de travers » reste toujours la seule privilégiée par les enquêteurs. Selon le parquet de Grenoble, il s'agit d'« une expédition punitive qui n'a rien à voir avec des règlements de comptes entre gangs ». Lundi 1^{er} octobre au matin, les auteurs du lynchage qui a coûté la vie à ces « garçons exemplaires, à l'écoute, appréciés de l'ensemble des habitants » n'avaient toujours pas été interpellés. « Leur identification est en cours », a indiqué le procureur de Grenoble, Jean-Yves Coquillat. Plusieurs témoins désigneraient des jeunes de la Villeneuve, cité sensible du sud de Grenoble et frontalière aux Granges, qui avait été le théâtre de trois jours de violences urbaines en juillet 2010.

Rassemblés dimanche sur les lieux du drame, habitants et proches des victimes, sous le choc, tentaient de mettre des mots sur la disparition de ces « enfants du quartier ». Ils dénoncent « un acte prémédité, bestial, d'une barbarie inouïe ». « Ils ne trafiquaient pas et ne devaient rien à personne. Ils avaient tout pour eux », explique un ami, abasourdi.

Educateur depuis deux ans, Sofiane partageait sa passion pour le football avec les jeunes pousses d'un club local. De son côté, Kevin venait d'obtenir une licence de

management à Aix-en-Provence et se projetait vers un master à Grenoble. « C'étaient des garçons très dignes », confie le père de Sofiane.

Il est 21 heures, ce vendredi 28 septembre, lorsque les deux jeunes, accompagnés de trois amis, voient brusquement « fondre sur eux quinze à vingt jeunes ». Ces derniers sont armés de couteaux, de manches de pioche, de marteaux et de battes de base-ball. Certains sont à scooter. Les assaillants leur assènent une trentaine de coups de couteau. Kevin décède à l'arrivée des secours. Sofiane succombera pendant la nuit, à l'hôpital.

« Venus pour en finir »

Selon le parquet de Grenoble, une altercation à la sortie d'un lycée entre le petit frère de Kevin et un autre adolescent avait occasionné une première bagarre quelques heures plus tôt. L'un des participants, contraint de s'excuser, n'aurait pas supporté l'humiliation et décidé de « laver l'affront ».

« Ces jeunes sont clairement venus ici pour en finir. Quand on s'arme de cette manière, ce n'est pas uniquement pour faire peur », jugent Rebiha et Salima, deux habitantes impliquées dans le tissu associatif des Granges et proches des victimes. Elles décrivent un quartier « très calme, loin du coupe-gorge, et qui a su tirer partie de sa mixité sociale » et refusent tout amalgame avec son voisin de la Villeneuve même si, « ici comme ailleurs, la violence a tendance à se radicaliser depuis plusieurs années ».

Samedi, le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, a exprimé son « intense émotion » face à « ces actes barbares ». « Nous avons renforcé notre présence sur le secteur afin d'éviter des phénomènes de vengeance », a indiqué la direction départementale de la sécurité publique de l'Isère.

BENOÎT PAVAN

Budget

Pour Harlem Désir, le chiffre de 3 % de déficit public n'est pas « tabou »

Le patron par intérim du Parti socialiste, Harlem Désir, a assuré, lundi 1^{er} octobre sur RTL, que l'objectif de déficit public à 3 % du produit intérieur brut pour 2013 n'était pas « un chiffre tabou ». « Il y a une nécessité : mener une guerre contre le surendettement totalement irresponsable, mené en particulier pendant les années Sarkozy-Fillon », a déclaré le probable futur premier secrétaire. « Les 3 %, c'est l'un des moyens, si les conditions économiques le permettent. Qu'il se fasse une année ou un autre année, ce n'est pas la question essentielle, a-t-il ajouté. Si les conditions de la croissance sont celles qui ont été annoncées, 0,8 % l'an prochain, eh bien nous avons la possibilité de mener la trajectoire de désendettement au rythme prévu (...). Si nous constatons que les conditions économiques changent (...), il doit y avoir une discussion », selon M. Désir. – (AFP.) ■

Centre Face à Jean-Louis Borloo, François Bayrou ne veut fermer aucune porte



Lors de l'université de rentrée du MoDem, qui s'est tenue du 28 au 30 septembre à Guidel (Morbihan), François Bayrou a posé ses conditions à un éventuel travail en commun avec l'Union des démocrates et indépendants (UDI) de Jean-Louis Borloo. S'il a répété son ouverture au « à l'unité » avec cette nouvelle formation afin de faire émerger un « centre fort », M. Bayrou a cependant refusé de rejoindre l'UDI. « Nous pouvons nous allier, mais nous ne pouvons pas nous dissoudre. Il n'y a pas d'allégeance ou d'alliance obligatoire parce que c'est une soumission », a-t-il dit.

Religion « Mariage homo » : les évêques demandent au gouvernement « une solution originale »

Les ministres chargés de rédiger le projet de loi sur le mariage et l'adoption ouverts aux couples homosexuels ont reçu le texte du Conseil Famille et société, publié par la Conférence des évêques de France, jeudi 27 septembre. Evêques et laïcs y assurent que la position de l'Eglise, au-delà des convictions religieuses, est fondée sur des considérations « anthropologiques et juridiques ». Prenant acte de la demande des homosexuels « de donner un cadre juridique à une relation stable et de se voir investis de l'autorité parentale », ils suggèrent au gouvernement d'ouvrir un débat pour trouver une « solution originale ». STÉPHANIE LE BARS

Sur Lemonde.fr : lire le blog « Digne de foi »